

Il vaut mieux mourir debout que vivre à genoux

(Chant des F.T.P.F.)

BIENTOT un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des belles. Après quoi régnera de nouveau la paix française... C'est en ces termes que se conclut un tract intimant l'ordre aux populations des Aurès à désertier leurs foyers, leurs terres, leurs douars, leur vie enfin pour laisser le champ libre aux bombardiers de la civilisation française qui, dans les flammes du naïalm, auront en charge de faire régner « de nouveau la paix française ». Quel aveu ! Quelle impuissance ! Les autorités avaient promis que ça irait très vite. Les gros colons s'impatientent car... La terre tremble en Algérie, mais cette fois l'épicentrement est partout. Aux coups de feu de Ketchella répondent des actions d'Oranie qui résonnent, en écho, dans la Kabylie. Mitterrand, c'est l'Algérie, c'est la France ». Certes, Mitterrand,

par D. Renard

défenseur du droit bourgeois et colonialiste, peut s'appuyer sur un chiffon de papier voté par les députés français métropolitains en 1947, à l'exclusion de tous autres. Il justifie sa politique d'émancipation de rattachement, de tortures et autres meurs ci-vilisations « pour que la force (et non pas le droit) soit la nation l'emporte, celles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche ». (Mitterrand, Assemblée Nationale).

En voulant faire des Aurès une nouvelle Corée, Mitterrand engage le peuple de France dans un engrenage implacable. 15 jours après le début des événements de l'Algérie, les troupes se montent déjà à 16 compagnies républicaines (CRS), près de deux divisions, un bataillon de chasseur alpin et un groupe de bombardement.

La « paix française » sera-t-elle ainsi préservée ? On sait que la paix marocaine de Fédou, au moment de la guerre du Rif, en 1925, exigea plus de 200.000 hommes. Il est compréhensible que la « force » et les « cruautés » demandées par Mitterrand impliquent en fait une véritable mobilisation.

Demander aujourd'hui aux populations d'évacuer les Aurès, c'est démentir explicitement les prétendues manifestations spontanées de loyalisme de ces populations à l'égard de l'administration.

Demander aujourd'hui aux soldats du contingent de faire cette besogne de nettoyage, auxquelles qu'en soient les difficultés et les cruautés, c'est leur imposer de défendre les intérêts de la Banque de l'Union Parisienne-Mirabaud, des groupes Rothschild, de Wendel et Pechinoy, de la Banque d'Indochine et de la Compagnie Marcellaise de Madagascar, et de tous les autres trusts et gros propriétaires terriens qui ont besoin de la « paix française » pour maintenir leurs privilèges et accroître leurs profits.

La guerre d'Indochine duré dix ans de par la volonté de la finance internationale, contre la volonté des peuples du Vietnam et de France. Quelle que soit la durée de la guerre en Afrique du Nord ces résultats ne seront guère différents. 20 années de justification ne peuvent en rien être une justification. L'Algérie veut vivre libre et indépendante.

Et le rôle du prolétariat français n'est pas de renvoyer dos à dos les « terroristes qu'il ne saurait approuver » (déclaration du PCF) et les forces de répression coloniale. Il est d'organiser, de toute urgence, l'unité et l'action de toutes les organisations ouvrières sous les mots d'ordre : — Arrêt de la répression, des expéditions punitives et des tortures, libération de Messali Hadj et de tous les emprisonnés en Algérie comme au Maroc et en Tunisie.

— Retrait du décret de dissolution frappant le M.T.L.D., plein accord des libertés démocratiques ! — Retrait de toutes les forces répressives, rapatriement du contingent dans la métropole. — Droit de tous les peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes ! (Voir en page 2 notre rubrique : « Unité contre la répression »)

l'Humanité dépose son bilan politique. Tels sont les chiffres. Mais la tendance, au moins, est-elle au redressement ? Bien au contraire. La diffusion de l'Humanité dans la région parisienne, selon Fajon, est actuellement de 77.000 exemplaires, soit 10.000 moins que l'an dernier et moitié moins environ que le chiffre d'avant-guerre (144.000).

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

ENFANT CHERI DE FOSTER DULLES ET DU « FIGARO » PAR QUI MENDES DOIT-ETRE REEMPLACÉ ?

Plus d'autre issue que la lutte pour le gouvernement des travailleurs

LA tradition de l'Ancien Régime... les subventions au grand capital, que l'actuel gouvernement bourgeois distribue avec une prodigalité et un cynisme jamais égalés depuis dix ans...

3°) les augmentations massives du budget de la police; 4°) les subventions au grand capital, que l'actuel gouvernement bourgeois distribue avec une prodigalité et un cynisme jamais égalés depuis dix ans...

L'OFFENSIVE MENDES Faire payer les riches ? Pas question pour M. Edgar Fawre, l'homme de la continuité. On fera payer les travailleurs, grâce au plan de reconversion, avec cadences infernales et licenciements à la clé...

merchants, victimes eux aussi d'une fiscalité « préférentielle ». On donnera 17.000 francs d'augmentation mensuelle au haut fonctionnaire à l'indice 800, mais 177 francs à l'ouvrière indice 110, pure et simple insulte à sa misère.

Bien entendu, Superman ne s'est pas acquis ce titre de gloire sans payer un peu de sa personne. Bismarck est partisan du statut quo provisoire...

Le Comité national pour la libération de MESSALI HADJ vient d'éditer : MEMOIRE sur le cas de MESSALI HADJ

demandez cette brochure en indiquant le nombre d'exemplaires que vous désirez à M. Boisselier, 87 bis avenue du Général-Leclerc, Paris 14°

Reste seulement à savoir quand la bataille générale sera engagée. A cette bataille, Mendès peut se préparer. Là où les augmentations dépressives de ses prédécesseurs n'ont pas réussi, il espère que ses augmentations progressives, de division, pourront réussir.

EN PLEINE CONTINUITE

Du coup, si l'on en croit le PCF, Mendès-France l'aurait trahi, et si serait trahi lui-même. Il n'y a pas trahison, il y a continuité, continuité de la politique impérialiste française, étroitement liée à la politique impérialiste américaine.

COMMENTANT la déclaration commune contresignée par la Résidence générale et le gouvernement tunisien, le général de Lattour a déclaré : Cette question d'armes, d'armes de police propres, d'un certain capital, dont la réalisation ou la non réalisation permettra d'apprécier à sa juste valeur la tactique des négociations, l'impérialisme français n'a, avec sa nouvelle déclaration, effectué aucune concession.

LE NEO-DESTOUR AU CARREFOUR. n'a encore obtenu aucun des attributs réels de l'autonomie interne. L'autonomie interne, si elle a un sens, implique la reconstitution d'un Etat tunisien, reconstitution qui elle-même nécessite l'attribution aux Tunisiens d'un certain capital, dont la réalisation ou la non réalisation permettra d'apprécier à sa juste valeur la tactique des négociations, l'impérialisme français n'a, avec sa nouvelle déclaration, effectué aucune concession.

Après la déclaration de la Résidence, il est clair que l'impérialisme français n'a, avec sa nouvelle déclaration, effectué aucune concession. L'impérialisme français et son gouvernement Mendès-France, s'efforcent de déshonorer les dirigeants destouriens, en exigeant d'eux une capitulation entourée de discours et de fleurs. Mais l'expérience posée, particulièrement celle des négociations menées en 1946 par Ho Chi-Minh avec le gouvernement de l'époque est suffisamment illustrative du degré de fourberie de l'impérialisme français et de ses agents. Cette expérience ne sera pas oubliée par le peuple tunisien. PIERRE MULIER.

Continuité encore en politique économique ?

C'est à juste titre que l'on a appelé le budget Mendès un nouveau budget Laniel. Et voici maintenant, après le budget « à la Laniel », que l'on annonce un emprunt « à la Fajon ». Destiné à quoi ? A financer un certain nombre de ces charges « productives » chères à Mendès ?

Ces propos du général Boyer de la Tour, joints au fait que le gouvernement français s'est refusé à transférer la responsabilité de la police au gouvernement tunisien, fixent très exactement le cadre des concessions que l'impérialisme français est prêt à effectuer au Neo-Destour. Non que la déclaration commune ne marque un certain recul au regard de Mendès-France. En effet, dans la mesure où il tolère que le gouvernement tunisien se refuse à condamner l'activité militaire des fellaghas indépendamment à l'accord, il y a une légitimation de fait du caractère d'armée de libération nationale revêtu par le mouvement fellagha.

La F.G.L. frappée par la répression. (Communiqué de la F.C.L.) Une série de coups très durs vient de frapper la F.G.L. et « Le Libérateur »...

prises contre elle, l'assurance de sa pleine solidarité, ainsi que des propositions pratiques tendant à l'organisation d'une campagne commune de défense de la révolution nord-africaine.

MORT D'UN GARDE-BLANC. VYCHINSKI est mort. Que la presse bourgeoise verse des larmes de crocodile sur le « grand juriste », le « grand diplomate » que Mendès-France rappelle qu'ensemble ils luttaient « pour la victoire commune ».

l'Humanité dépose son bilan politique. Tels sont les chiffres. Mais la tendance, au moins, est-elle au redressement ? Bien au contraire. La diffusion de l'Humanité dans la région parisienne, selon Fajon, est actuellement de 77.000 exemplaires, soit 10.000 moins que l'an dernier et moitié moins environ que le chiffre d'avant-guerre (144.000).

non plus le remède à ce regrettable état de chose ! Le style, c'est le Parti. Aucun encouragement de Fajon ne suffira pour que les bouches s'ouvrent. « L'Huma » a laissé aller davantage leur cœur et leur verve, s'affranchissant de la crainte paralysante de ne pas employer un tel ou tel mot. Mais, parce qu'il a constamment dénié en même temps le droit pour ces « bouches » de critiquer la ligne du Parti, son mot d'ordre est resté un vou lueux. Le nouveau cri de guerre de Fajon « pas de mannequins dans le Comité de rédaction » aura de toute évidence le même sort. Et le son que met Fajon à préciser qu'il n'a jamais contrôlé que la ligne du journal et non sa rédaction (dont A. Sill est le coupable) ne sera pas fait pour rassurer les malheureux rédacteurs. Pas plus que l'aveu de Fajon (« notre

La F.G.L. frappée par la répression. (Communiqué de la F.C.L.) Une série de coups très durs vient de frapper la F.G.L. et « Le Libérateur »... Dans la nuit de mercredi 10 à jeudi 11 novembre, les camarades Caron et Richer étant arrêtés pour cause de mot d'affiche « Vive l'Algérie Libre »...

révolutions ne peuvent se lamenter sur la mort d'un bureau de la révolution. Notre seul regret est que le menchevik, devenu garde-blanc, par haine de la révolution d'octobre, a rallié au régime bolchévique pour mieux tenter de l'étouffer, l'assassin de la Visite Garde-Blanc, celui qui fit tomber les têtes de 6.000 communistes, ne connaîtra jamais le châtiment qu'il méritait.



PROGRAMME D'ACTION POUR LA REVOLUTION BOLIVIENNE FACE L'ALLEMAGNE MILITARISTE D'ADENAUER, L'ALLEMAGNE DES TRAVAILLEURS

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans « MASSES », de novembre 1954, et dans lequel le camarade G. Lora trace les grandes lignes d'un programme d'action adapté à la phase actuelle de la Révolution bolivienne.

DES les premiers moments de la révolution, le mot d'ordre d'un congrès général des travailleurs fut lancé par le Parti révolutionnaire (trotskyste), avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

LE CONGRES DE LA C.O.B. Les ouvriers de l'imprimerie avaient dû attendre de convoquer le congrès ouvrier par dessus les têtes des dirigeants de la Confédération Syndicale (COB) pour que ceux-ci acceptent de le convoquer nationalement. La base des mobilisations eut enthousiasme lors des nombreux congrès préparatoires des différentes corporations. On peut dire que, rien que par cet aspect, nous avons eu une victoire des masses et son avant-garde qui pousse malgré eux les bureaucrates sur la voie de la révolution.

Nous devons aujourd'hui formuler un programme limité et concret qui permettra aux secteurs révolutionnaires de s'unir malgré les divisions de parti : La COB doit être le garant atout de 1.500 bolivianos (350 frs) de salaire journalier, en y joignant celui d'échelle mobile des salaires. Jusqu'à présent la politique gouvernementale s'est désolée de tout le déséquilibre économique sur les épaules du peuple bolivien, en dévalant systématiquement la monnaie.

LEGALE L'OCCUPATION DES TERRES

Les masses paysannes ont détruit le féodalisme en occupant les terres sur une grande partie du territoire national. Le gouvernement a freiné cette mobilisation et escamoté les objectifs fondamentaux des paysans a promulgué une loi opérante et contradictoire appelée « réforme agraire ». Mais jusqu'à présent les tentatives gouvernementales de restaurer les privilèges féodaux se sont heurtées à l'opposition inébranlable des paysans. Ces derniers réclament que la loi de réforme agraire comprenne la législation de l'occupation des terres.

ETENDRE LE CONTROLE OUVRIER

L'expérience des mines nationalisées montre que le contrôle ouvrier dans sa forme actuelle est inefficace et limité... L'ouvrier isolé sur sa base ayant acquis une responsabilité dans la direction des mines, N.D.L.R.) est soumis à une pression économique et sociale, il améliore son salaire et est partiellement entraîné dans de nouveaux horizons.

CONQUERIR LA DEMOCRATIE SYNDICALE

La bureaucratie a fait de sensibles progrès dans les syndicats. Le syndicat court le risque de perdre son caractère de front unique de la classe pour se transformer en refuge des bureaucrates du parti.

Il faut lutter énergiquement contre la tendance à étatiser les syndicats. Même dans la période de dictature du prolétariat, les syndicats ne doivent pas être les syndicats dans l'appareil d'Etat. La démocratie syndicale sera la tombe de la bureaucratie et permettra que le caractère de pouvoir économique qui existe dans les entreprises nationalisées se transforme en qualité de pouvoir politique, à travers la revitalisation des syndicats ouvriers et paysans.

CONSOLIDER LA NATIONALISATION

Il faut étendre les nationalisations aux branches fondamentales de l'économie (chemins de fer, banques, commerces, services publics). Il faut supprimer l'indemnisation promise aux impérialistes. Il faut lutter pour le libre marché mondial et contre les mouvements nationalistes révolutionnaires et tous les peuples qui s'opposent à l'impérialisme. Il faut étendre la révolution bolivienne au-delà des frontières nationales, dans une lutte révolutionnaire de l'Amérique Latine. Il faut extirper le bureaucratisme qui élève le coût de la production et étrangle les masses.

UNE ARMEE NOUVELLE

Les masses ont détruit l'armée capitaliste, mais, dernièrement, avec la complicité des chefs du gouvernement, elle a été rétablie. Les masses ont une responsabilité dans la victoire de la révolution. Le sort du Guatemala est décisif : Arbenz a été trahi par ses hommes de confiance. Il faut éliminer ce péché en Bolivie.

G. LORA.

Le réarmement allemand aggrave la situation. Les officiers nazis ne se contentent pas de douze divisions, dont il avait été question, mais aussi de quatre à cinq millions de réservistes entraînés qui devraient converger à cette force lourdement armée et entièrement motorisée la solidité nécessaire. Les criminels de guerre des officiers nazis ne se contentent pas de donner de nouveau un sens à leur vie, à se remplir les poches et à faire honorer leurs noms de façon correspondante. Ils ont un danger mortel que représente la position actuelle de la bourgeoisie allemande et de son « élite intellectuelle » a été dans un avenir grand jour ceux des étudiants de Munich. Sur 15.000 étudiants, 80 participent à la fête commémorative des héros münchois de la résistance. Et au 15 août, ils ont eux-mêmes étudiants, pendant que le reste se tenait à l'écart, parce que « la plus grande partie des étudiants n'ont pas participé à la fête commémorative du 20 juillet 1944 (attentat contre Hitler) comme étant le fait de traîtres à la patrie... » (explication du comité des étudiants).

L'échec pitoyable de tous ceux qui s'en remettaient à une bourgeoisie française corrompue pour écarter le danger du réarmement allemand aujourd'hui patent. Mais on en est le proétariat de la République fédérale de l'Ouest, sur le dos duquel se sont appuyés les impérialistes.

Après la claire prise de position du congrès de la confédération des syndicats allemands (DGB), qui avec six millions de membres représente l'ensemble du prolétariat allemand, l'Ouest, personne ne peut plus douter de la volonté de paix de l'autre Allemagne, de l'Allemagne des travailleurs et des étudiants. Les délégués seuls quatre se sont présentés.

nonérent pour le réarmement de la République fédérale, ce qui prend tout son poids lorsque l'on sait que les anciens syndicats catholiques sont inclus dans le DGB et qu'un certain nombre de camarades de parti d'Adenauer sont représentés dans le corps de fonctionnaires des syndicats. Les menaces de scission faites par le leader syndicaliste chrétien de la CDU, après la victoire du parti chrétien aux élections législatives de septembre 1953, ont perdu leur pouvoir d'épouvantail une fois pour toutes.

Ce n'est pas seulement l'averlotion pour les aventures guerrières, qui détermine l'attitude de la classe ouvrière allemande, mais aussi sa conviction que le réarmement allemand n'est au plus haut degré le danger néofasciste, abstraction faite des charges économiques du réarmement. Les délégués allemands du DGB, les seuls à développer ce point de vue. Le principal orateur du congrès, Agartz, directeur de l'Institut des recherches économiques du DGB, l'exprima aussi clairement, sous les applaudissements d'une grande partie du congrès. Agartz, un représentant du combat pour la paix, a été considéré comme le théoricien du DGB, bien qu'il ne siège pas au comité directeur. Sans être marxiste, il est un théoricien du combat pour la paix, gardé par les leaders syndicaux préléctionnaires, qui n'ont rien appris et rien oublié. Agartz exigeait un renforcement du combat pour la paix, la diminution du temps de travail et le relèvement des salaires, et rencontra sur ce terrain les délégués qui ont le plus de succès.

Ce désir des délégués fut souligné par le vote de la proposition de Freitag par 143 bulletins blancs.

TERREUR BLANCHE EN IRAN Leçons d'un coup d'Etat défaits

AUCUN jour ne passe sans que des dépêches de Téhéran annoncent quelque nouveau crime du dictateur iranien, le général Zahedi. Les prisons sont pleines, la police découvre chaque jour un nouveau « complot » et les salves de pelotons d'exécution succèdent aux tortures... Les organisations ouvrières sont interdites, leurs militants traqués.

Le pétrole, c'est le nerf de la guerre civile ; c'est le nerf de la bourgeoisie nationale, petits industriels de Téhéran et surtout les riches commerçants de « Casar » vivant de la vente de pétrole.

Le pétrole, c'est le nerf de la bourgeoisie nationale, petits industriels de Téhéran et surtout les riches commerçants de « Casar » vivant de la vente de pétrole.

L'IRAN SEMI-COLONIAL EN 1950

La structure économique et sociale du pays reflète l'intervention de l'impérialisme dans une économie arriérée, une économie de type féodal. La grande majorité de la population est des paysans.

Le pétrole, c'est le nerf de la bourgeoisie nationale, petits industriels de Téhéran et surtout les riches commerçants de « Casar » vivant de la vente de pétrole.

LE PETROLE

C'est à la poursuite du pétrole que s'est déclenchée la révolution iranienne. La féodo-bourgeoisie ne rêvait certes pas de chasser l'Anglo-Iranien. Mais les dirigeants nationalistes, véritablement impérialistes, ont fait du lion dans l'exploitation de la sueur des prolétaires iraniens et de leurs richesses nationales. C'est que l'Etat féodo-bourgeois iranien, armé de gros fracs pour entretenir son armée de guerre civile ; n'entretenait-il pas toute une armée de soldats ?

LES CAMPES EN SIBIRIE

font partie de l'Allemagne, ou la Normandie et la Bretagne de l'Angleterre. Jusqu'à l'été 1953 le gouvernement soviétique n'avait pas réussi à rétablir en Ukraine l'ordre et la paix, même pas la paix des cimetières. Chaque mois, les camps de prisonniers, les stations et des innombrables expéditions punitives. Mais les pertes humaines immenses dues non seulement aux combats mais aussi au froid, à la faim et aux maladies, le mouvement des partisans ne se laisse pas arrêter. Les guerilleros ukrainiens ont une destination, aux yeux de l'ennemi, c'est le futur Etat pour lequel ils mènent une lutte si désespérée. Il doit être indépendant et défendre les intérêts du petit paysan, c'est leur unique maxime. Ils ne se soucient pas de la forme de gouvernement. Les idéologies, les doctrines, les programmes politiques ne les occupent pas.

Le pétrole, c'est le nerf de la bourgeoisie nationale, petits industriels de Téhéran et surtout les riches commerçants de « Casar » vivant de la vente de pétrole.

BILAN DE L'HUMANITE

(Suite de la première page.) L'Humanité, l'indignité de sa pensée et de son style, ont effectivement joué leur rôle dans le succès de l'Humanité. Mais l'Humanité a valu ce qui valait le PCF lui-même. A la racine du mal, il y a la ligne politique du PCF et du Parti Communiste Français suit ainsi l'évolution traditionnelle des partis réformistes, dont découlent d'abord l'organisme politique et le programme, et seulement l'influence électorale. Quel que soit le programme proposé pour sauver l'Humanité, cette tendance ne se renversera pas, elle ne s'est pas renversée pour le malheureux « Populaire ».

La solidarité des opprimés

Une question, pourtant, provoque presque quotidiennement des discussions passionnées, au cours desquelles on en venait même très souvent aux mains. Fallait-il remplir les normes ou mener une résistance passive de tous les détentés sur tous les chantiers ? Les Ukrainiens occidentaux sabotèrent ouvertement le programme formulé par les membres du mouvement de résistance communiste ; rendement diminué jusqu'aux limites du possible, organisation du « Ne faire presque rien ». Malgré leur passé guerrier, les anciens partisans avaient pour point de vue que seule une soumission complète pouvait alléger leur vie et leur travail de l'autre côté de la frontière.

Le pétrole, c'est le nerf de la bourgeoisie nationale, petits industriels de Téhéran et surtout les riches commerçants de « Casar » vivant de la vente de pétrole.

LES CAMPES EN SIBIRIE

ci-dessous la publication de l'enquête : « DANS LES CAMPES SOVIETIQUES » par Brigitte Gerland, journaliste et ancienne star, qui revient de huit années de captivité en Sibirie.

La paix des cimetières

continue, simplement parce que quelques millions restent à aucun prix devenir des ouvriers kolchozistes paysans indépendants. Bonheur, ils ont bien.

BRIGITTE GERLAND

(A suivre)

Le progrès de la gauche lors du congrès du DGB est le reflet direct de la classe ouvrière de la classe ouvrière de l'août 1954. Ces grèves, provoquées par les patrons, ont débarrassées les ouvriers et les employés qui étouffent non seulement l'ennemi de classe, mais l'avant-garde prolétarienne. La génération des combattants du front et la jeunesse, pourtant étrangers à toute tradition syndicale, entrent résolument dans la lutte à la tête des grévistes, et dans beaucoup d'entreprises, les employés firent aussi grève, ce qui n'était pratiquement jamais arrivé dans l'Allemagne post-hittérienne.

L'organisation syndicale unifiée a tenu bon au premier choc et a prouvé sa supériorité sur les organisations syndicales divisées de l'Allemagne de l'Ouest. Les employés avaient essayé de diviser la classe ouvrière en assurant aux ouvriers qu'ils étaient les seuls à avoir initié la grève, lors des négociations précédant la grève, ils ont été complètement défaits.

Le prolétariat allemand est entré dans l'après-guerre privé de ses meilleurs cadres, désorienté politiquement et idéologiquement. L'organisation nationale atomisée, la terreur nazie, dont les meilleurs furent victimes, les bombardements et les désordres provoqués par la guerre, les millions de morts, de prisonniers pendant leurs années les plus actives, la faim effroyable et la crise du logement des premières années d'après-guerre ont été des coups très rudes. En outre il y a eu le choc violent de la rencontre avec les dirigeants du mouvement de l'Etat ouvrier soviétique, qui a transformé le P.C. en une petite secte sans perspectives d'avenir, mais qui a su résister à la tentation de larges couches de sympathiques « pro-occidentaux » et qui a même fait faire beaucoup de progrès, parmi l'avant-garde socialiste, et dans les classes ouvrières allemandes.

Helmut MEIER.

Par qui Mendès doit-il être remplacé ?

(Suite de la première page.) Mais, s'écrieront les partisans de l'expérience Mendès, vous voulez renverser Mendès ! Ce gouvernement n'est-il pas le moins mauvais que nous puissions avoir ? Ces agressions, ces coups de main, ce sens à la bourgeoisie, ce fiasco de l'expérience Mendès, n'a rien de mieux à nous offrir. Mendès, n'est-ce pas ? Mendès, n'a pas voulu être en retard d'une minute sur Koster Dulles pour faire son rattachement à l'Union soviétique. Mendès, n'a pas résolu mais au contraire aggravé les contradictions du capitalisme français, préparé son renversement. Que fait Mendès ? La SFIO, prudente, lui ayant refusé sa participation, il répète son ministère en faisant appel à Lemaire, ex-gaulliste repêché du ministère Laniel, et à toute une foule de soi-disant « indépendants » pendant que le gouvernement qu'il s'agit de défendre une minute de plus. Les travailleurs n'en ont nullement l'intention. Ils veulent au contraire d'hus réaliser l'étendue du mensonge des dirigeants socialistes et communistes français, qui votent l'investiture de Lemaire et de Laniel, sans que ce gouvernement puisse donner satisfaction à leurs revendications. La preuve est faite qu'aucun gouvernement n'est en mesure de le faire, si ce n'est le gouvernement des organisations ouvrières elles-mêmes assumant la responsabilité de leur contrôle des travailleurs et s'engageant sur la voie opposée à celle des Laniel-Mendès.

